



Les cafés de la statistique

**Des débats publics pour mieux comprendre
comment la statistique éclaire
les grandes questions qui traversent nos sociétés**

Le pouvoir d'achat

Lyon - jeudi 20 novembre 2008

Qu'est-ce que le pouvoir d'achat ?

Sujet de préoccupation des Français, la question du pouvoir d'achat suscite controverses et malentendus. En soi, le terme de pouvoir d'achat peut porter à confusion, car il recouvre des acceptions très différentes.

La définition de référence

La notion usuelle du pouvoir d'achat correspond au pouvoir d'achat du revenu disponible brut (encore appelé revenu réel disponible)(Voir lien 1 ci-dessous). Il s'agit d'une grandeur macroéconomique calculée dans le cadre de la comptabilité nationale (2). Harmonisée sur le plan international, elle permet des comparaisons d'un pays à l'autre. Le revenu disponible brut est le revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements fiscaux et sociaux. Il comprend en particulier les revenus d'activités (pour les ménages, les salaires et traitements bruts, pour les entrepreneurs individuels, les bénéfices réalisés), les revenus du patrimoine (dividendes, intérêts et loyers), et les prestations sociales (allocations familiales, minima sociaux, pensions de retraite, indemnités de chômage...). Le revenu disponible brut est diminué des impôts et cotisations sociales versés. Les quatre principaux impôts directs pris en compte sont : l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, les contributions sociales généralisées (CSG) et la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS). Enfin, l'évolution du revenu disponible brut est corrigée de la hausse des prix des produits consommés. L'inflation est donc prise en compte dans le calcul du pouvoir d'achat (3).

La mesure ainsi obtenue est une mesure globale, qui couvre l'ensemble des ménages. Elle ne reflète pas la diversité des évolutions individuelles, ni même une évolution individuelle moyenne car le nombre et la composition des ménages varient au cours du temps en France. Pour appréhender une évolution individuelle moyenne, on calcule un pouvoir d'achat par unité de consommation.

- **1-Evolution du pouvoir d'achat du RDB et de ses composantes**
- **2-Fiche méthodologique détaillée sur le pouvoir d'achat**
- **3-Tableau : revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat par personne, par ménage et par unité de consommation.**

Plus de détails (tableaux, données, méthodologie, études) sur le revenu, le pouvoir d'achat et la consommation des ménages en comptabilité nationale sont rassemblés [ici](#).

Dépenses pré-engagées et revenu arbitrage

La mesure macroéconomique du pouvoir d'achat peut différer de la perception qu'ont les ménages de l'évolution de leur niveau de vie. En effet, et au-delà du fait que, par définition, une évolution moyenne ne peut rendre compte de la diversité des évolutions individuelles, les ménages peuvent appréhender leur pouvoir d'achat sur un champ plus étroit, en considérant qu'ils ont en réalité peu de prise face à certaines de leurs dépenses de consommation et en se focalisant sur les marges de manoeuvre qu'ils estiment leur rester pour effectuer librement des choix de consommation et d'épargne. Pour essayer de se rapprocher d'une notion de pouvoir d'achat plus proche de cette perception, on peut examiner l'évolution du revenu "arbitrage" défini comme le revenu disponible une fois déduit un ensemble de dépenses de consommation "pré-engagées"(4)(5). Ces dépenses sont celles qui sont réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme.

- **4-Fiche méthodologique sur les dépenses pré-engagées et le revenu arbitrage**
- **5-Tableau et graphique : dépenses de consommation pré-engagées**

Les autres "pouvoirs d'achat"

Le terme « pouvoir d'achat » est parfois appliqué aux salaires ou autres revenus pour caractériser l'évolution de ces grandeurs rapportée à celle de **l'indice des prix à la consommation**. Il est plus conforme aux standards internationaux de parler d'évolution réelle des salaires. De même, on calcule à partir de l'indice des prix à la consommation la valeur réelle de l'euro, anciennement appelée « pouvoir d'achat » de l'euro (9)

- **6-Tableau : revenu arbitrage**
- **7-Graphique : évolution des prix à la consommation**
- **8-Tableau : évolution récente de l'indice des prix à la consommation**
- **9-Tableau : valeur réelle (pouvoir d'achat) de l'euro et du franc**

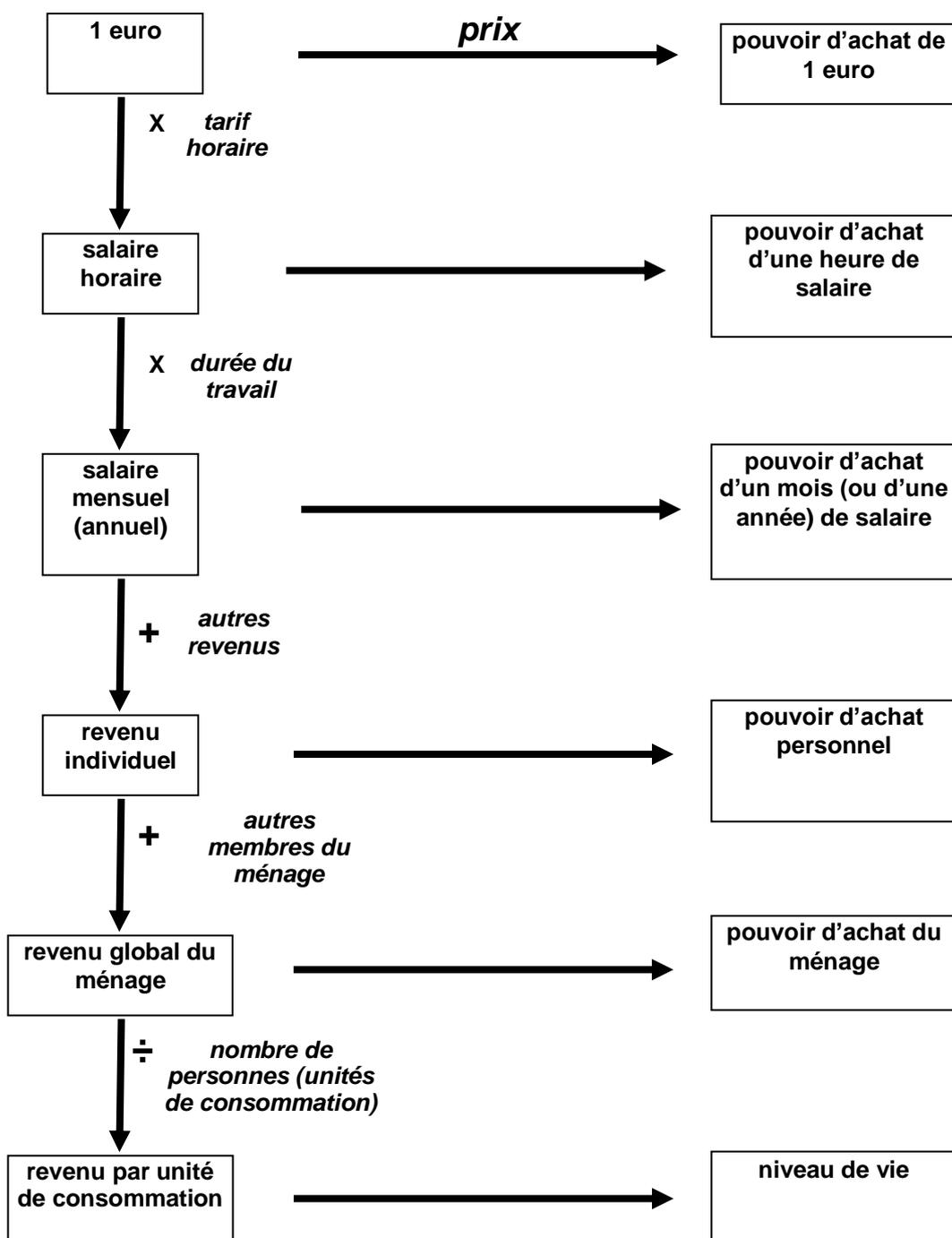
Dans une période où l'inflation vient rogner leur pouvoir d'achat, les ménages peuvent avoir une perception de l'évolution des prix décalée par rapport à sa mesure moyenne (10). En effet, ils sont psychologiquement plus attentifs aux prix de certains produits dont la fréquence d'achat est élevée : carburants, produits alimentaires (11). Par ailleurs, l'indice des prix est basé sur une consommation moyenne et ne reflète pas nécessairement l'exposition de chacun à l'inflation. L'Insee a donc construit un simulateur d'indice des prix qui permet à chacun de calculer l'indice qui prend en compte les particularités de son budget (12).

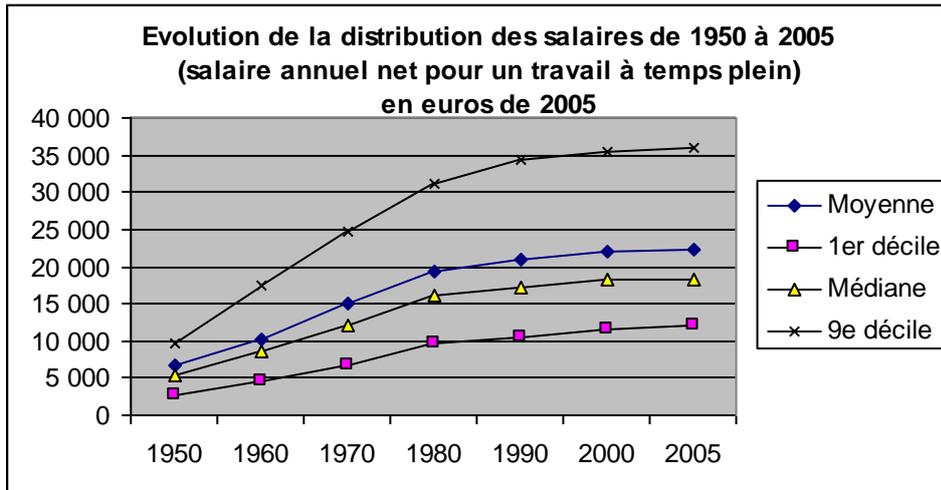
- **10-Graphique : Inflation mesurée et solde d'opinions**
- **11-Les variations de prix des produits alimentaires (Insee Première n° 1191)**
- **12-Simulateur de prix personnalisé**

La question du pouvoir d'achat alimente le débat public (13)(14).

- **13-Rapport du CAE Moati -Rochefort "Mesurer le pouvoir d'achat"** (sur le site du Conseil d'analyse économique du Premier Ministre)
- **14-Rapport de la Commission "Mesure du pouvoir d'achat des ménages"**

Schéma de la constitution du pouvoir d'achat : ce qui peut acheter quoi ?





On observe que le décile inférieur se trouve désormais, en pouvoir d'achat, au-dessus de ce qu'avait en 1950 le décile supérieur. L'essentiel de cette croissance a été atteint durant les « trente glorieuses » ; l'augmentation est ensuite plus lente.

	Moyenne	1 ^{er} décile	Médiane	9e décile
1950	6 680	2 740	5 390	9 750
1960	10 170	4 550	8 590	17 370
1970	15 020	6 720	12 140	24 600
1980	19 280	9 540	16 100	31 020
1990	20 960	10 500	17 250	34 260
2000	22 090	11 450	18 170	35 470
2005	22 390	11 980	18 220	35 870

source : INSEE (DADS)

Taux d'équipement des ménages

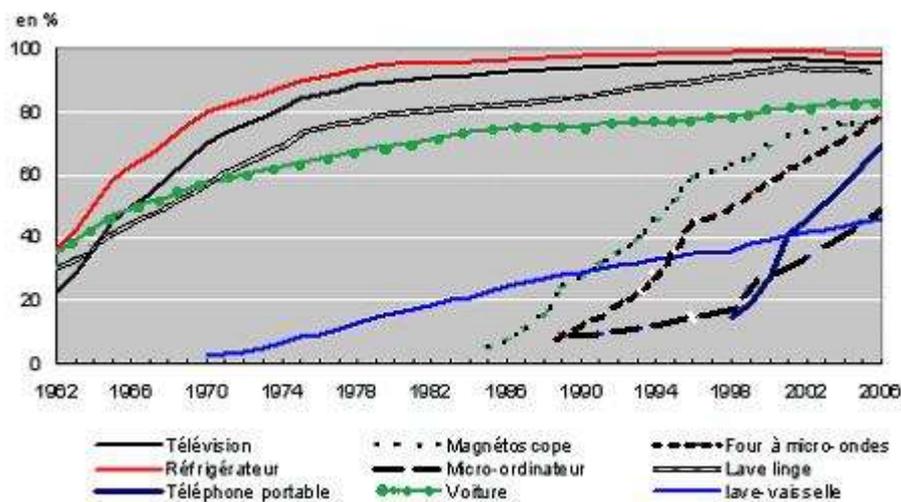


Tableau1 - Évolution des écarts de structure de consommation entre groupes sociaux, de 1979 à 2006 (en %)

	Ecart entre le 5e quintile (ménages aisés) et le 1er quintile (ménages modestes) de niveau de vie		Ecart entre les cadres, professions intellectuelles supérieures, professions libérales et les ouvriers	
	1979	2006	1979	2006
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	- 16,9	- 4,5	- 11,1	- 4,0
Santé	-2,8	1,0	- 1,4	0,8
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles(hors loyers fictifs)	- 1,5	- 13,5	0,2	- 7,4
Boissons alcoolisées et tabac	- 0,5	- 1,0	- 1,2	- 1,3
Éducation	0,0	- 0,1	0,8	0,5
Communications	0,3	- 1,5	0,8	- 0,8
Articles d'habillement et chaussures	1,5	0,8	1,2	1,0
Autres biens et services	2,1	0,9	1,3	0,7
Loisirs et culture	3,0	6,4	2,3	5,2
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	3,2	3,1	1,3	2,7
Hôtels, cafés et restaurants	5,2	3,2	3,5	2,7
Transports	6,3	5,0	2,3	- 0,2

Lecture : en 2006, la part moyenne des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées dans la consommation des cadres, des professions intellectuelles supérieures et des professions libérales est inférieure de 4,0 points à celle des ouvriers.

Champ : France Métropolitaine

Source : Insee, Enquête Budget de famille 2006

Evolution des prix et de la structure de consommation

(indice d'ensemble des ménages, France entière)

- moyennes annuelles, de 1990 à 2007 (base 100 en 1998) et pondérations correspondantes -

	1990	1998	2000	2002	2004	2006	2007	2008	2007 / 1990
ensemble	86,2 10000	100 10000	102,2 10000	105,9 10000	110,4 10000	114,2 4 10000	115,9 10000	10000	134,5 ==
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	91,0 1995	100 1632	102,6 1560	111,3 1586	114,3 1539	116,4 4 1511	118,1 1503	1488	129,8 - 492
Boissons alcoolisées, tabac	67,1 378	100 385	106,4 382	115,2 372	143,3 381	144,0 3 347	146,8 333	338	218,8 - 45
Articles d'habillement et chaussures	92,0 825	100 578	100,3 556	101,8 518	101,7 485	102,1 0 536	102,8 519	511	111,7 - 306
Logement, eau, gaz, électricité et autres ombustibles	81,9 1258	100 1434	102,1 1390	105,0 1309	111,0 1335	121,6 1354	125,2 1367	1345	152,9 + 109
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison	88,7 743	100 649	101,0 643	104,3 647	106,8 611	108,9 599	110,0 602	603	124,0 - 141
Santé	91,6 779	100 905	100,5 898	101,3 929	103,4 992	103,4 1007	103,8 997	1004	113,3 + 218
Transport	83,1 1660	100 1599	105,6 1669	107 1643	113,2 1632	121,7 1663	124,7 1651	1650	150,1 - 9
Communications (poste et téléphone)	105,4 189	100 200	95,3 252	90,6 250	90,3 255	85,3 290	84,5 295	323	80,2 + 106
Loisirs et culture	91,5 821	100 862	98,8 857	99,6 874	98,6 858	96,6 913	94,9 911	925	103,7 + 90
dont : Equipements audio-visuels, photographiques et informatiques	119,2 199	100 182	87,8 189	78,3 200	67,3 182	55,3 227	48,9 223	241	41,0 + 24
Hôtellerie, cafés, restauration	79,1 833	100 774	103,6 781	110,4 816	116,3 821	122,0 656	125,4 662	653	158,5 -171
Autres biens et services ^[*]	85,9 485	100 955	101,7 989	106,9 1034	112,5 1068	118,2 1100	120,8 1136	1134	140,6 + 179
dont : Soins personnels	83,3 276	100 297	103,4 295	111 311	116,4 310	118,8 294	120,2 300	292	144,3 + 3
Assurance	....	100 106	99,9 168	104,1 155	111,5 167	116,7 215	119,04 223	230	.... + 24

[*] l'assurance n'a été couverte par l'indice qu'en 1998, ce qui explique en partie l'augmentation du coefficient. La variation (de prix comme de poids) n'est donc comptée ici qu'entre 1998 et 2007.

Source : INSEE

Niveau de vie des individus (moyenne et médiane)

en euros 2006/an

année	moyenne	médiane
1970	10 831	8 909
1975	13 259	11 205
1979	14 973	12 908
1984	15 445	13 413
1990	16 302	14 314
1996	16 500	14 643
2000	17 741	15 533
2001	18 170	15 874
2002	18 452	16 232
2002 rétropolée*	18 675	16 359
2003	18 656	16 358
2004	18 661	16 318
2005	18 901	16 610
2005*	20 083	17 296
2006	20 603	17 597

Champ : personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 2005, Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 et 2006.

*Notes: La série comporte deux ruptures : l'ERF 2002 rétropolée correspond, avec les enquêtes suivantes, au début d'une nouvelle série de statistiques sur les revenus, s'appuyant sur les résultats de l'enquête Emploi en continu, l'ERFS 2005 correspond au début d'une nouvelle série qui intègre les prestations sociales réelles (elles étaient imputées auparavant) et assure une meilleure couverture des revenus du patrimoine. La mesure du niveau de vie et du revenu présentée ici correspond à un concept microéconomique de revenu. En parallèle, l'Insee publie des données macroéconomiques relatives au revenu disponible brut (RDB) dans la Comptabilité nationale, qui font référence, mais ne sont pas directement comparables aux données microéconomiques, ni en niveau ni en évolution (voir Données détaillées, rubrique "Niveaux de vie, revenus disponibles et pauvreté en France").

En €

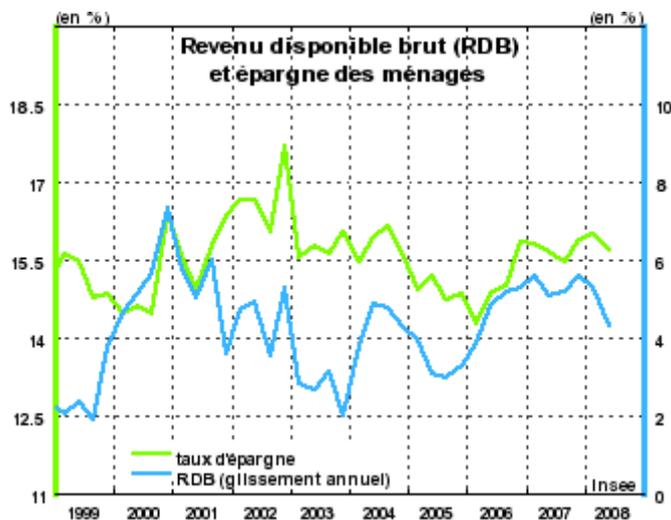
Quelques prix	janvier-92	janvier-00	janvier-02	janvier-08	sept-08	sept 08 /jan 92	sept 08 /jan 02
baguette (au kg)	2,12	2,53	2,7	3,28	3,35	158,0	124,1
pâtes supérieures (500g)	0,79	0,73	0,73	0,82	0,91	115,2	124,7
rumsteak (kg)	14,61	15,37	16,06	19,74	20,19	138,2	125,7
Steaks hachés industriels (kg)	?	?	7,28	9,17	9,54	....	131,0
Lapin entier (kg)	7,1	6,61	7,41	8,37	8,36	117,7	112,8
Camembert	1,51	1,53	1,64	1,75	1,75	115,9	106,7
Lait UHT demi - écrémé (litre)	0,76	0,76	0,66	0,61	0,6	78,9	90,9
Huile de tournesol (litre)	1,39	1,6	1,68	1,9	2,24	161,2	133,3
Pommes de terre de conservation (kg)	?	0,92	1,1	1,32	1,4	....	127,3
Vin rouge de table 11° (litre)	1,11	1,22	1,25	1,68	1,79	161,3	143,2
de 120 m3 d'eau (abonnement inclus, TTC)	?	139,27	144,16	162,12	164,92	....	114,4
Fioul domestique : 1 000 litres (à domicile)	321,17	411,05	348,09	785,29	895,82	278,9	257,4
Gazole (litre)	0,54	0,81	0,74	1,21	1,33	246,3	179,7
Supercarburant sans plomb : octane 95 (litre)	?	?	0,95	1,37	1,44	....	151,6
Travaux de plomberie (heure de main d'oeuvre, TTC)	27	29,21	32,06	41,66	42,61	157,8	132,9
Shampoing et coupe mode pour homme	13,77	15,61	16,58	18,47	18,65	135,4	112,5

Revenu et consommation des ménages ¹

Revenu et épargne des ménages - Comptes de la Nation (2^e trimestre de 2008 - Résultats détaillés)

Dernière mise à jour : 26/09/2008

Revenu disponible brut et épargne des ménages



Au cours du deuxième trimestre de 2008, le *revenu disponible brut* des ménages (RDB) ralentit : +0,4 %, après +0,9 % au premier trimestre. La masse salariale décélère (+0,6 % après +1,2 %), de plus les impôts versés par les ménages augmentent (+2,4 % après +2,2 %). Le *pouvoir d'achat* des ménages baisse (-0,4 % après 0,0 %). L'augmentation du prix des dépenses de consommation ne décélère que légèrement (+0,8 % après +0,9 %). Le *taux d'épargne* des ménages diminue légèrement, de 16,0 % à 15,7 %.

Opinion des ménages - enquête mensuelle (octobre 2008)

Dernière mise à jour : 28/10/2008

En octobre 2008, l'indicateur résumé d'opinion des ménages recule de trois points, en données corrigées des variations saisonnières.

À noter en octobre :

Niveau de vie en France : l'opinion des ménages se dégrade de façon notable concernant son évolution future ; concernant son évolution passée, l'opinion se dégrade moins nettement.

Situation financière personnelle : l'opinion s'améliore légèrement concernant la situation passée. Les ménages sont plus pessimistes sur son évolution future.

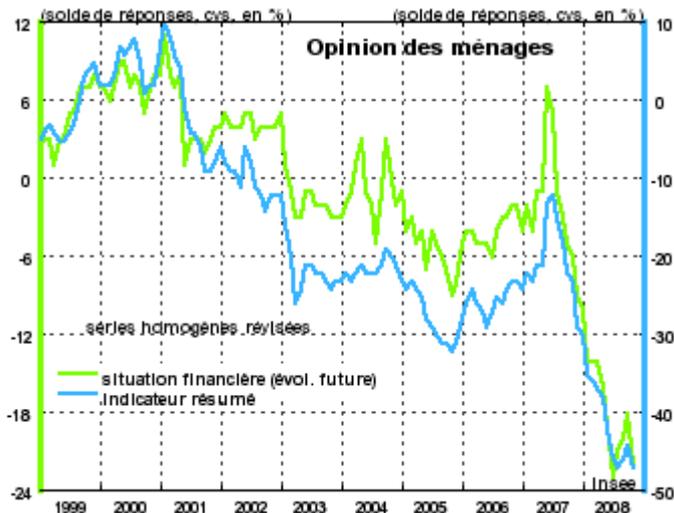
Opportunité de faire des achats importants : le solde diminue en octobre.

Capacité à épargner : l'opinion des ménages concernant leur capacité à

¹ INSEE : Tableau de bord de la conjoncture.

épargner se dégrade sensiblement.

Prix : l'opinion des ménages concernant l'évolution passée des prix continue de s'améliorer mais les ménages anticipent des hausses de prix plus rapides dans les prochains mois.



Dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés (septembre 2008)

Dernière mise à jour : 23/10/2008

Dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés

Au mois de septembre, les dépenses de consommation des ménages en produits manufacturés augmentent de 0,6 %, après une baisse de 0,2 % en août, précédemment annoncée à -0,3 % (données CVS-CJO, aux prix de l'année précédente chaînés).

À noter en septembre :

Biens durables : +0,4 % en septembre. Les dépenses varient sous l'effet des achats des ménages en *automobiles* (+0,7 %) et des dépenses en *biens d'équipement du logement*, qui progressent légèrement (+0,2 %).

Textile, cuir : +2,8 % en septembre. Les dépenses augmentent de nouveau (après -1,9% en août).

Autres produits manufacturés : -0,2 % (après +0,5 % en août).